

**Procédure adaptée  
(Article R.2123-1 du code de la commande publique)**

**Accord-cadre à bons de commande  
(Article R.2162-2 et suivants du code de la commande publique)**

*Etabli en vertu du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale*

**CAHIER DES  
CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**



**Marché de gardiennage et de télésurveillance des locaux  
de la Caf de la Mayenne**

**Marché n° 2025\_01MAPA**

Caisse d'allocations familiales de la Mayenne  
11 quai Paul Boudet  
53088 Laval cedex 9

## SOMMAIRE

<b>PARTIE I : GENERALITES .....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MARCHÉ .....	3
2.1. TYPE DE MARCHÉ .....	3
2.2. TYPE DE PROCEDURE .....	3
2.3. ALLOTISSEMENT .....	3
ARTICLE 3 PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 4 DUREE DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 5 DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 6 REGLEMENTATION.....	4
 <b>PARTIE II : ACCORD-CADRE ET ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 7 ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE – MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	5
 <b>PARTIE III : PRIX ET REGLEMENT .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 8 PRIX DU MARCHÉ.....	5
8.1. FORME DE PRIX .....	5
8.2. REVISION DES PRIX .....	5
ARTICLE 9 EXECUTION FINANCIERE DU MARCHÉ.....	6
9.1. AVANCES .....	6
9.2. ACOMPTES .....	6
9.3. RETENUE DE GARANTIE .....	6
ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT .....	6
10.1. FACTURATION .....	6
10.2. CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
10.3. INTERETS MORATOIRES .....	7
 <b>PARTIE IV : EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 11 ASSURANCES.....	7
ARTICLE 12 OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES.....	7
ARTICLE 13 INFORMATIONS A COMMUNIQUER A L'ORGANISME.....	8
ARTICLE 14 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE / DONNEES PERSONNELLES.....	8
14.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	8
14.2. SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	9
ARTICLE 15 SOUS-TRAITANCE.....	9
 <b>PARTIE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 16 OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	9
 <b>PARTIE VI : PENALITES, RÉSILIATION, LITIGES.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 17 PENALITES .....	9
17.1. PENALITES DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DES RONDÉS .....	9
17.2. PENALITES APPLICABLES AUX PRESTATIONS DE TELESURVEILLANCE .....	10
ARTICLE 18 RESILIATION.....	10
ARTICLE 19 LITIGES .....	10
 <b>PARTIE VII : DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	11

## PARTIE I : GENERALITES

### ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) a pour objet la détermination des clauses applicables à un marché de gardiennage et de télésurveillance des locaux de la Caf de la Mayenne.

### ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MARCHÉ

#### 2.1. Type de marché

Le présent marché public est un marché de services.

Il consiste en un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant uniquement par l'émission de bons de commande sans minimum et avec un maximum fixé à 50 000 euros hors taxes sur la durée totale du marché, par application des articles R.2162-2 et suivants du code de la commande publique.

#### 2.2. Type de procédure

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée dans le respect des dispositions des articles R.2123-1 et suivants du code de la commande publique et en application des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

#### 2.3. Allotissement

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

### ARTICLE 3 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

**La Caisse d'allocations familiales de la Mayenne,**  
désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression « Pouvoir Adjudicateur ».

**L'Opérateur Economique de fournitures courantes et services,**  
désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire », d'autre part.

**Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché est :**

**Madame Magali JACQUET**  
Directrice de la Caf de la Mayenne  
11 quai Paul Boudet  
53000 Laval

**Le comptable assignataire est :**

**Madame Faustine DELESCLUSE**  
Directeur Comptable et Financier de la Caf de la Mayenne  
11 quai Paul Boudet  
53000 Laval

#### **ARTICLE 4 DUREE DU MARCHE**

Le marché est passé pour une période d'un (1) an à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025.

Il est reconductible deux (2) fois au maximum, de manière tacite, pour une période d'un an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder trois (3) ans.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaitait pas reconduire le marché, il lui incombe de respecter un délai de trois (3) mois entre la notification de non-reconduction au titulaire et la fin effective du marché.

#### **ARTICLE 5 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché sera constitué des pièces suivantes, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- l'Acte d'Engagement du titulaire ;
- le cadre de prix annexé à l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et services ;
- le mémoire technique du titulaire joint à son offre.

Seuls les exemplaires conservés aux archives de la Caisse d'allocations familiales de la Mayenne feront foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

#### **ARTICLE 6 REGLEMENTATION**

Le titulaire se soumet à l'ensemble des règles européennes et nationales applicables aux prestations objet du présent marché, et notamment aux dispositions suivantes :

- code de la sécurité intérieure,
- décret n°87-897 du 30 octobre 1987 relatif à l'application du cycle dans les entreprises privées de gardiennage, de surveillance et de sécurité,
- arrêté du 28 septembre 2018 modifiant l'arrêté du 27 juin 2017 portant cahier des charges applicable à la formation initiale aux activités privées de sécurité,
- arrêté du 28 septembre 2018 modifiant l'arrêté du 27 février 2017 relatif à la formation continue des agents privés de sécurité,
- arrêté du 28 septembre 2018 sur l'acquisition, la détention et la conservation des armes pour l'exercice d'activités privées de sécurité,
- convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, IDCC n°1351, du 15 février 1985, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1985, de ses avenants et annexes ainsi que les textes attachés.

Le titulaire doit notamment disposer de l'agrément administratif nécessaire à l'exécution des prestations. Par ailleurs, le titulaire est soumis à l'ensemble des règles issues du code du travail en vigueur.

## PARTIE II : ACCORD-CADRE ET ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

### ARTICLE 7 ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE – MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

## PARTIE III : PRIX ET REGLEMENT

### ARTICLE 8 PRIX DU MARCHÉ

#### 8.1. Forme de prix

Le marché est traité à prix unitaires et forfaitaires.

Les prix figurant dans le bordereau de prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

#### 8.2. Révision des prix

Les prix sont révisibles.

Les prix sont fermes pendant la durée initiale du marché.

Ces prix seront ensuite révisés annuellement à la date d'anniversaire de la notification du marché, par application de la formule ci-après :

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times \frac{In}{Io}$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Po : Prix d'origine

In : Dernier indice connu au mois de révision

Io : Dernier indice connu au mois d'établissement des prix, désigné mois zéro

Indice choisi : Indice des prix de production des services français aux entreprises française (BtoB) – CPF 80 – Services de sécurité (série INSEE n° 010766543).

## **ARTICLE 9 EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE**

### **9.1. Avances**

Le titulaire de l'accord-cadre pourra prétendre au versement d'une avance dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique. Dans le cas d'un accord-cadre sans minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

### **9.2. Acomptes**

Les prestations du marché ouvrent droit au versement d'acomptes, conformément aux dispositions du code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois. Pour les marchés publics de fournitures et de services, il est ramené à un mois à la demande du titulaire si celui-ci entre dans une des catégories mentionnées à l'article R2191-22 du code de la commande publique.

### **9.3. Retenue de garantie**

Retenue de garantie : Non

## **ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT**

### **10.1. Facturation**

Les factures afférentes au marché doivent regrouper les éléments de façon à permettre une vérification par rapport aux éléments constitutifs de l'offre initiale.

Les appels de fonds correspondants aux services et fournitures facturés sont libellés au nom du Titulaire du marché sur lequel les dits services ou fournitures ont été commandés.

Les factures comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, n° Siret et adresse du créancier.
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.
- Les références du marché (numéro et date).
- L'identification des prestations facturées.
- Les prix unitaires et quantités des prestations facturées.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises.
- Le prix net résultant.
- Le taux et le montant de la TVA.
- Le montant total des prestations exécutées.

Modalités d'envoi des factures privilégiées par l'organisme : CHORUS.

### **10.2. Conditions de paiement**

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-Fournitures courantes et services.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

Il s'entend à compter de la réception de la facture, après service fait et admission ; les retards de paiement sont sujets à intérêts moratoires tels que décrits à l'article 10.3 du présent CCAP.

Les paiements s'effectuent mensuellement.

Les paiements auront lieu par virement au compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement. L'unité monétaire retenue est l'Euro.

### 10.3. Intérêts moratoires

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de huit points de pourcentage.

## PARTIE IV : EXECUTION

### ARTICLE 11 ASSURANCES

Le Titulaire, ainsi que ses sous-traitants éventuels, devront contracter auprès d'une compagnie notoirement solvable et bénéficiant de l'agrément du Ministère des Finances, une police d'assurance Responsabilité Civile couvrant la totalité des risques notamment matériels et immatériels inhérent à l'opération.

Cette assurance couvrira les risques occasionnés, directement ou indirectement, volontairement ou non, par les personnels amenés à réaliser les prestations objet de la présente consultation, qu'ils soient membres ou non de l'entreprise Titulaire du marché. Sa responsabilité pourra être reconnue pour des sinistres dont l'origine (à dire d'expert) est notoirement identifiée de sa responsabilité, même si cette identification a lieu au-delà de la durée de validité du présent marché.

### ARTICLE 12 OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES

Le Titulaire est tenu de remettre à l'Organisme tous les six mois à compter de la date de début d'exécution du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution les pièces prévues par l'article D8222-5 du code du travail (ou D8222-7 du code du travail en cas de Titulaire établi ou domicilié à l'étranger ; ces pièces devant être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française).

Les pièces énumérées à l'article D8222-5 du code du travail et devant être fournies semestriellement à l'Organisme, par le Titulaire, sont les suivantes :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois,
- lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces documents devront être joints à la facture correspondante à l'échéance mentionnée.

En cas de non délivrance de ces documents à l'échéance précisée ci avant, le Titulaire sera mis en demeure, par lettre recommandée avec accusé réception, de les délivrer, ou de présenter des observations, dans un délai de 15 jours.

En cas de mise en demeure infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il aura contrevenu à l'article D8222-5 du Code du travail.

## **ARTICLE 13      INFORMATIONS A COMMUNIQUER A L'ORGANISME**

Le prestataire est tenu d'informer immédiatement l'organisme :

- des modifications de sa situation juridique (modifications ayant trait à la forme de l'entreprise, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse, à son capital social, ...),
- des difficultés financières rencontrées (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, ...),
- et plus généralement de toutes difficultés rencontrées pour l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 14      OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE / DONNEES PERSONNELLES**

### **14.1. Obligation de confidentialité**

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité. Il s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel, ses sous-traitants ou toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché.

L'obligation de confidentialité s'étend à toutes les informations, toutes les données, tous les documents, de quelque nature que ce soit, auxquels le titulaire a accès ou dont il a connaissance durant l'exécution du présent marché. La Caf n'a pas à signaler le caractère confidentiel des informations, données et documents pour que cette obligation soit respectée.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 35 et 36.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser les informations, données et documents à des fins autres que celles spécifiées par le présent marché ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter leur utilisation détournée ou frauduleuse ;
- ne pas les communiquer à des personnes physiques ou morales, privées ou publiques, autres que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir la Caf, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- ne conserver aucun de ces informations, données et documents, ni aucune copie de ceux-ci, sous quelque forme que ce soit ;
- ne pas photographier les installations ou les bâtiments de la Caf sans autorisation préalable
- alerter immédiatement la Caf de tout fait faisant craindre que les obligations souscrites au titre du présent article ne seraient pas respectées.

Le titulaire s'interdit toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit de la Caf.

Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires, échappant au contrôle du titulaire.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.



La Caf se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, elle se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations souscrites au titre du présent article peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément au CCAG - FCS. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité du marché puis après sa fin, quelle qu'en soit la cause.

#### **14.2. Sécurité et protection des données personnelles**

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD.

### **ARTICLE 15 SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, doit obligatoirement en informer l'organisme qui doit agréer les conditions de paiement du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R.2193-3 et suivants du code de la commande publique. En tout état de cause, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

Si le montant des prestations confiées au sous-traitant est supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par l'organisme dans les conditions fixées aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

## **PARTIE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 16 OPERATIONS DE VERIFICATIONS**

Les prestations objets du marché sont soumises aux opérations de vérification réalisées pour les services et fournitures courants.

## **PARTIE VI : PENALITES, RESILIATION, LITIGES**

### **ARTICLE 17 PENALITES**

Les pénalités peuvent concerner les prestations forfaitaires prévues au contrat comme les prestations supplémentaires. Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FGS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant et leur montant total n'est pas plafonné.

#### **17.1. Pénalités dans le cadre de l'exécution des rondes**

Le titulaire encourt une pénalité pour tout manquement constaté par la Caf dans l'exécution des prestations des rondes. Sont notamment considérés comme manquements :

- le comportement incorrect des agents du titulaire ;
- toute interruption de service ;
- le non-respect des horaires de surveillance ;
- la non-exécution des rondes ;
- la méconnaissance ou le non-respect des procédures et consignes données par la Caf ;
- la détérioration des locaux ou du matériel fournis par la Caf ;
- perte des moyens mis à disposition par la Caf ;
- la non mise en place ou la non utilisation des moyens matériels devant être mis en place par le titulaire ;
- le non-respect des moyens organisationnels que le titulaire doit mettre en place (permanences).

Cette liste n'est pas exhaustive. La Caf se réserve le droit de déclarer comme manquement tout fait du titulaire affectant la bonne exécution et la continuité des prestations, objet du marché.

Toute prestation mal exécutée est assimilée à une prestation non exécutée.

La pénalité est forfaitisée à 100 euros HT par manquement et par jour calendaire jusqu'à cessation du ou des manquements.

### **17.2. Pénalités applicables aux prestations de télésurveillance**

Le titulaire encourt une pénalité pour tout manquement constaté par la Caf dans l'exécution des prestations de télésurveillance. Sont notamment considérés comme manquements :

- Le non-respect du délai maximum d'intervention fixé à l'article 4.4 du CCTP ;
- La non-exécution de la télésurveillance ;

Cette liste n'est pas exhaustive. La Caf se réserve le droit de déclarer comme manquement tout fait du titulaire affectant la bonne exécution et la continuité des prestations, objet du marché.

Toute prestation mal exécutée est assimilée à une prestation non exécutée.

En cas de non-respect du délai maximum d'intervention fixé à l'article 4.4 du CCTP, le titulaire encourt toutefois une pénalité égale à 150 euros HT par ½ heure de retard.

Pour les autres manquements, la pénalité est forfaitisée à 100 euros HT par manquement et par jour calendaire jusqu'à cessation du ou des manquements.

## **ARTICLE 18 RESILIATION**

Pour la résiliation, il sera fait application des dispositions prévues au chapitre VII du CCAG – FCS.

En complément, il est prévu que la résiliation du marché peut être prononcée sans indemnisation du titulaire :

- en cas de violation de l'obligation de confidentialité prévue à l'article 14 du présent CCAP
- et plus généralement en cas d'infractions caractérisées aux clauses contractuelles prévues au CCAP et au CCTP

## **ARTICLE 19 LITIGES**

Toute difficulté d'interprétation du présent accord-cadre qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord entre les parties pourra être soumise à l'arbitrage prévu au livre IV du nouveau code de procédure civile.

A défaut de solution amiable, la juridiction compétente sera le Tribunal Judiciaire de Laval situé : Place Saint-Tugal, 53000 LAVAL.

## PARTIE VII : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

### ARTICLE 20 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS notamment sur les points suivants :

Articles du CCAP dérogatoire	Articles du CCAG –FCS visés par la dérogation	Nature de la dérogation
Article 8.2	Article 10.1.1	Clause de révision des prix
Article 17	Article 14	Montant et non plafonnement des pénalités de retard

Par ailleurs, l'article 18 complète l'article 41 du CCAG-FCS relatif à la résiliation pour faute du titulaire de l'accord-cadre.